

La réinsertion professionnelle des migrants internationaux à leur retour dans les villes moyennes du centre ouest mexicain

Jean Papail, IRD (France)

Jesus Arroyo Alejandro, CUCEA, Universidad de Guadalajara (Mexique)

Fermina Robles Sotelo, CUCEA, Universidad de Guadalajara (Mexique)

Séance 508 : consequences of international migration on areas of origin

XXV Congrès international de la population, UIESP

Tours, France 18-23 juillet 2005

Introduction

L'expansion considérable des migrations internationales du Mexique vers son voisin nord-américain durant les 20 dernières années est l'un des faits majeurs du processus de globalisation qui accrût l'interdépendance de ces 2 économies durant cette période. Dix ans après l'entrée en vigueur du traité de libre commerce (ALENA) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, qui est censé, par l'intensification des échanges commerciaux entre les 3 pays, faire converger progressivement les niveaux de vie de leurs populations, et par voie de conséquence réduire les mouvements de population entre eux; force est de constater que tout au moins sur ce dernier plan, ces perspectives sont fort éloignées de la réalité. Si les échanges commerciaux entre le Mexique et les Etats-Unis ont été multipliés par 2,3 depuis une dizaine d'années, et sont nettement favorables au pays du sud, les flux migratoires – qui ne faisaient pas partie des négociations de l'ALENA – du Mexique vers son voisin se sont encore fortement accrus durant cette période.

La dégradation des salaires réels au Mexique depuis la fin des années 70 (le salaire minimum a perdu, entre 1981 et 1999 près de 80 % de son pouvoir d'achat, tandis que la rémunération moyenne réelle dans l'industrie manufacturière est toujours légèrement inférieure en 2000, à ce qu'elle était en 1992) malgré une légère récupération durant les années 1996-2000, l'élévation générale du niveau d'éducation féminin, la baisse de la fécondité ; accélèrent la participation de la population féminine aux activités économiques. Or la croissance économique mexicaine depuis le début des années 80 est nettement insuffisante pour absorber les cohortes de nouveaux entrants sur le marché du travail, produits par la fécondité élevée des décennies antérieures. On assiste donc depuis une vingtaine d'années à un développement considérable du secteur informel (entre 50 et 60 % de la main-d'œuvre salariée travaille dans des entreprises de moins de 6 personnes durant les années 90, selon les enquêtes emploi), notamment de l'auto emploi; et des migrations internationales à destination des Etats-Unis, dont l'expansion économique nécessite, dans de nombreux secteurs (agriculture, industrie, services, restauration-hôtellerie) la disponibilité d'une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché que lui fournissent les pays latino américains, et plus particulièrement le Mexique. Le salaire moyen que les migrants mexicains perçoivent dans le pays voisin y est 5 à 6 fois plus élevé que le salaire moyen sur leur lieu d'origine, et constitue un puissant facteur d'attraction pour cette main d'œuvre peu rémunérée et souvent sous-employée dans son pays. La constitution et la consolidation de réseaux migratoires durant plus d'un siècle de mouvements transfrontaliers contribuent par ailleurs à alimenter les flux à destination des Etats-Unis.

Au recensement nord-américain de 2000, la population née au Mexique s'élevait à 7,8 millions d'individus (soit environ 8 % de la population du Mexique cette année-là), tandis que la population d'origine mexicaine représentait 20,6 millions d'individus (soit 7,3 % de la population recensée aux Etats-Unis), ce qui permet d'apprécier l'ampleur des mouvements migratoires entre les 2 pays durant le XX^e siècle.

La contrepartie des flux migratoires s'exprime principalement par les transferts monétaires (les *remesas* familiales essentiellement), qui représentent l'épargne réalisée par les travailleurs migrants, et envoyée à leur famille sur les lieux d'origine. En 2002, le BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*) estimait qu'environ 1/3 des transferts monétaires mondiaux (103 milliards de dollars) réalisés par les travailleurs migrants vers leurs pays d'origine, se dirigeaient vers l'Amérique du sud et les Caraïbes. Près de 10 % de ces transferts mondiaux (10,5 milliards de dollars) sont captés par le Mexique, qui est devenu l'un des tout premiers récepteurs mondiaux de ces flux. Les *remesas* mexicaines, qui ont quintuplé entre 1990 (2,5 Milliards de dollars) et 2003 (environ 13 milliards de dollars¹) représentent quant à elles près de 1,6 % de son PIB en 2002, mais autour de 5 % du PIB régional dans le centre-ouest qui est traditionnellement le plus grand fournisseur de main-d'œuvre du pays à l'économie nord-américaine. En 2002, les quelques 10,5 milliards de dollars de *remesas* constituaient l'une des principales sources de devises du Mexique, avec les exportations pétrolières (13 milliards), les recettes touristiques (7 milliards), et les investissements directs étrangers (13 milliards).

C'est dans ce contexte, marqué par un net accroissement des réinstallations « définitives » de migrants internationaux dans la région du centre-ouest mexicain dans les années 1990 – qui ne sont que le reflet de l'expansion des flux d'émigration vers les Etats-Unis des années 1980 et 1990 – particulièrement dans les villes moyennes, que fut réalisé un programme de recherche sur les modalités de réinsertion des migrants internationaux sur leurs lieux d'origine, mené conjointement par l'Institut d'Etudes Economiques et Régionales (INESER) de l'Université de Guadalajara (Mexique) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, France) durant les années 1999-2002. Ce travail fut réalisé principalement à partir d'une enquête menée auprès de 5771 migrants internationaux provenant des Etats-Unis et réinstallés sur leur lieu d'origine (villes d' Ameca et Tepatitlan dans l'Etat de Jalisco, d'Acambaro et Silao dans l'Etat de Guanajuato, et Jerez et Tlaltenango dans l'Etat de Zacatecas) entre les années 1960 et l'an 2000, à l'issue de cycles

¹ En réalité ces chiffres sont surestimés car ils incluent des transferts réalisés par les quelques 600.000 citoyens nord-américains résidant au Mexique, et des transferts représentant des contreparties de ventes et rémunérations de biens et services

migratoires de travail de plusieurs années dans le pays voisin (enquête EREM). Il traite principalement des trajectoires professionnelles des migrants internationaux, de leurs transferts monétaires et de leur utilisation, et des modalités de leur réinsertion professionnelle sur leur lieu d'origine. Nous en présentons ici les principaux résultats.

TRAVAIL ET REVENUS AUX ETATS-UNIS

Traditionnellement, la majeure partie des flux d'émigration du centre-ouest mexicain se dirigeait vers les Etats de Californie, qui absorbait entre 70 et 80 % des migrants, du Texas et de l'Illinois (entre 5 et 10 % des flux chacun). Cependant, le durcissement du contrôle de la frontière mis en place successivement en Californie, Arizona, Nouveau Mexique et Texas durant la première partie des années 90, et de la législation sur les immigrants illégaux, surtout en Californie, provoqua une réorientation des lieux de passage de la frontière et des lieux de destination aux Etats-Unis durant la dernière décennie. Durant la période 1995-99, la Californie capta à peine 54,8 % des flux masculins et 59,5 % des flux féminins, alors qu'elle absorbait encore 71,9 % et 77,1 % de ces flux durant le quinquennat antérieur. Les aires urbaines de chaque État mexicain sont associées préférentiellement à certaines destinations sur le territoire nord-américain par l'expansion des réseaux de migrants qui s'y développent. Les villes de l'État de Jalisco concentrent traditionnellement leurs flux vers la Californie, tandis que les villes de Zacatecas et surtout de Guanajuato distribuent leurs flux de façon beaucoup plus déconcentrée, avec des mouvements importants vers l'Illinois et les autres États de destination non traditionnelle.

La structure des branches d'activité dans lesquelles se sont insérés les migrants masculins à leur arrivée aux Etats-Unis s'est profondément modifiée durant les 30 dernières années, reproduisant les modifications de la structure des emplois au Mexique et aux Etats-Unis. Jusqu'à la fin des années 1960, la majeure partie (63,1 %) des migrants masculins provenant des aires urbaines du centre-ouest mexicain trouvaient leur premier emploi dans l'agriculture (tableau 1). La restauration-hôtellerie absorbait à peine 12 % des flux de nouveaux migrants. L'importance de l'agriculture nord-américaine dans l'absorption des nouveaux immigrants déclina rapidement à partir des années 70, et ne captait plus que 34 % des flux d'immigration mexicains durant la période 1975-84. Depuis le milieu des années 80, elle ne représente plus qu'environ 25 % des premiers emplois des migrants. Cette branche fut peu à peu déplacée par l'industrie, la construction et la restauration-hôtellerie dans la captation de la main-d'œuvre masculine, activités plus urbaines qui correspondent mieux aux origines et aux attentes des migrants les plus récents en termes de types de travail et de niveaux de

salaires. La restauration-hôtellerie absorba, durant les 5 dernières années (1995-99), la même proportion de migrants que l'agriculture (23,5 %). Durant cette période, le reste de la main-d'œuvre se distribua en parts à peu près équivalentes (entre 15 et 20 %) entre les services, l'industrie et la construction.

Tableau 1 : branches d'activité du premier emploi aux Etats-Unis par sexe et périodes de migration

	branches d'activité								total
	agriculture	industrie	construction	restaurants	commerce	transports	services	autres	
hommes	-----								-----
<1975	63,1	11,0	5,5	12,0	0,6	1,0	6,9	0,0	100 (1037)
1975-79	33,7	20,2	8,6	19,8	2,9	0,8	13,1	1,0	100 (490)
1980-84	34,8	14,0	9,8	20,2	3,0	1,4	15,8	1,0	100 (500)
1985-89	26,7	15,4	14,9	21,7	2,2	0,2	18,4	0,5	100 (858)
1990-94	27,3	13,2	14,5	21,9	2,6	0,2	19,8	0,4	100 (802)
1995-99	23,7	15,3	15,6	23,5	2,1	0,8	18,7	0,4	100 (857)
total	36,2	14,3	11,6	19,5	2,0	0,7	15,2	0,4	100 (4232)
femmes	-----								-----
<1975	23,4	33,8		11,0	0,7		31,0	0,1	100 (145)
1975-79	15,8	40,6		10,9	5,0		25,7	2,0	100 (101)
1980-84	14,1	29,3		15,2	1,1		37,0	3,3	100 (92)
1985-89	11,2	23,8		18,9	6,3		39,2	0,6	100 (143)
1990-94	12,1	21,9		20,1	5,4		40,2	0,3	100 (224)
1995-99	12,7	19,5		22,0	6,8		37,6	1,4	100 (205)
total	14,5	26,4		17,4	4,6		36,0	1,1	100 (909)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux) IRD/INESER-CUCEA- U De G, 1999-2000

Dans la population féminine, ce sont les branches des services (autour de 40 % depuis le début des années 80), de l'industrie (autour de 20 %) et de la restauration-hôtellerie (autour de 20 %) qui concentrent l'emploi des nouvelles arrivantes sur le marché du travail nord-américain depuis le début des années 80. Il semble que cette dernière branche d'activité s'impose peu à peu comme la seconde en ordre d'importance dans la captation des nouvelles arrivantes actives, au détriment de l'industrie. On observe à peu près les mêmes distributions des branches d'activité dans la parentèle active des migrants. Signalons que les taux globaux d'activité de la parentèle, présente sur les lieux de destination aux Etats-Unis, sont équivalents à ceux des migrants pour l'ensemble des 2 sexes (entre 85 et 90 %). Les femmes inactives représentent une petite minorité.

Globalement, 67,4 % des hommes ont changé de branche d'activité à travers la migration aux Etats-Unis, mobilité nettement plus importante que celle qui se réalisait durant les 6 ou 7 années qui séparaient en moyenne l'entrée en activité du déplacement aux Etats-Unis. Cette mobilité entre branches d'activité qui est associée à la migration internationale semble s'être légèrement intensifiée au cours du temps (tableau 2). Par la suite, la mobilité entre branches d'activité sur le territoire nord-américain est relativement faible, et homogène entre les branches : autour de 21 % des hommes changèrent au moins une fois de branche d'activité depuis leur arrivée aux Etats-Unis. Le bilan de ces échanges est légèrement négatif pour l'agriculture et la restauration-hôtellerie nord-américaine, au profit de l'ensemble des autres branches d'activité.

périodes	branches d'activité avant de migrer							total
	agriculture	industrie	construction	commerce	transports	services	autres	
1975-79	56,0	72,9	83,1	92,1	93,7	69,2	85,7	71,3 (457)
1995-99	64,2	75,6	74,6	97,0	97,8	62,8	83,3	76,1 (784)
toutes périodes	42,5	76,2	76,6	95,8	97,9	67,4	74,2	67,4 (4210)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux) IRD/INESER-CUCEA- U De G, 1999-2000

A peine 1 % des hommes et 2 % des femmes migrantes avaient aux Etats-Unis le statut de non salariés en s'y installant. Ils se concentraient généralement dans les services. Parmi la parentèle des migrants, généralement installée dans le pays voisin depuis plus de temps que les migrants de notre échantillon, la proportion de non salariés s'élevait à 3,6 % pour l'ensemble des 2 sexes. Cela semble indiquer que peu à peu les migrants réussissent à profiter de l'émergence ou la consolidation de marchés ethniques, et à développer des activités non salariées dirigées plus spécifiquement à ces communautés, généralement dans les services (qui concentraient 40,6 % des non salariés), et le commerce (25 %).

Près de 15 % des migrants (17,1 % parmi les hommes et 14,9 % parmi les femmes) ont connu, durant leur séjour aux Etats-Unis, au moins une période de chômage. Cette proportion est relativement homogène entre les différentes branches d'activité. Les périodes de chômage accumulées duraient en moyenne près de 3 mois pour les hommes et 4,5 mois pour les femmes. Globalement ces périodes de chômage ont un effet marginal sur le volume des transferts monétaires

que réalisent les migrants à destination de leur famille au Mexique. Nous estimons que cela réduit les transferts de l'ordre de 3 % annuellement.

La formation professionnelle des migrants aux Etats-Unis ne paraît pas très développée, et semble fortement liée aux niveaux de scolarité d'origine au Mexique - surtout dans la population féminine - et des durées de séjour à travers la mobilité professionnelle. Cependant, ces formations, qu'elles soient de type formel, ou constituées d'apprentissage sur le tas, paraissent avoir des effets positifs sur les capacités de reconversion ultérieures vers le non salariat, lors de la réinstallation au Mexique.

Les salaires moyens mensuels des migrants sur le territoire nord-américain dans l'enquête EREM s'élevaient, à la fin des années 90 à environ 1450 dollars dans la population masculine (soit autour de 17.400 dollars annuels) et à 1100 dollars dans la population féminine (tableau 3). Ces résultats produits par l'enquête EREM, ne sont pas très éloignés de données plus globales que fournissait le Ministère des Affaires Etrangères mexicain au début de 1997, qui estimait le revenu annuel per capita des migrants de l'Etat de Jalisco aux Etats-Unis entre 12.000 et 12.500 dollars au milieu des années 1990. Dans l'enquête EREM, la rémunération moyenne des 2 sexes est estimée à environ 15.000 dollars par an à la même époque. Selon l'enquête sur les migrations à la frontière (EMIF, Colegio de la Frontera Norte), le salaire moyen parmi les migrants permanents aux Etats-Unis s'élevait à 6,9 dollars l'heure ou 1033 dollars par mois au milieu des années 90. Les rémunérations féminines dans l'enquête EREM, sensiblement plus faibles que les rémunérations masculines s'expliquent en partie par leur concentration dans la branche des services où le travail à temps partiel est plus répandu. Ces salaires moyens sont supérieurs au minimum fédéral, mais ils n'ont cessé de se dégrader en termes réels durant les 25 dernières années, aussi bien par rapport au minimum fédéral que par rapport au salaire moyen dans l'industrie manufacturière nord-américaine. Le salaire minimum fédéral nord-américain a perdu près de 20 % de sa valeur entre 1975 et 1999. Le salaire horaire moyen des migrants masculins, qui représentait 1,75 fois le minimum fédéral en 1975, ne dépassait plus que de 35 % ce minimum en 1999. Par rapport au salaire moyen de l'industrie manufacturière nord-américaine, celui des migrants masculins qui en représentait entre 0,74 et 0,82 durant la période 1975-1979, s'est réduit à 0,53-0,55 de cette référence durant les années 1995-99. Néanmoins, il représentait encore environ 3 fois le salaire moyen de l'industrie mexicaine en 1995.

Bien qu'ils soient situés parmi les groupes aux revenus les plus faibles aux Etats-Unis, les migrants mexicains perçoivent dans ce pays des rémunérations nettement plus élevées qu'au Mexique. Si l'on compare, à partir des données de l'enquête EREM, les rémunérations moyennes perçues par les

migrants aux Etats-Unis à la fin des années 90, avec celles des salariés dans les villes d'origine au Mexique à la même époque, le rapport est presque 6 fois supérieur dans la population masculine et 5 fois dans la population féminine. La rémunération journalière des salariés dans les villes enquêtées était de 91 pesos pour l'ensemble des 2 sexes en 1999-2000, contre 524 pesos aux Etats-Unis, soit un salaire 5,8 fois plus élevé.

Tableau 3 : évolution des salaires moyens des migrants mexicains aux Etats-Unis, du salaire moyen dans l'industrie nord américaine, et des minimaux fédéraux (en dollars).

		1975	1980	1985	1990	1995	1999
salaires horaires		_____	_____	_____	_____	_____	_____
population masculine mexicaine de l'enquête EREM		3,68	4,92	4,71	5,53	6,26	6,98
salaire moyen masculin dans l'industrie des USA		4,51	6,63	8,57	10,01	11,41	13,23
salaire minimum fédéral (dollars courants)		2,10	3,10	3,35	3,80	4,25	5,15
salaire minimum fédéral (en dollars 2000)		6,72	6,48	5,36	5,01	4,80	5,32
salaires moyens par périodes et sexe des migrants dans l'enquête EREM		1975-79	1980-84	1985-89	1990-94	1995-99	
		_____	_____	_____	_____	_____	
salaires horaires	hommes (n)*	4,00 (651)	4,99 (767)	5,19 (1216)	5,74 (1465)	6,69 (2107)	
	femmes (n)*	3,68 (75)	3,95 (119)	4,79 (143)	5,05 (229)	5,67 (309)	
salaires hebdomadaires	hommes (n)*	230 (206)	266 (386)	271 (561)	312 (875)	342 (892)	
	femmes (n)*	194 (49)	232 (49)	236 (62)	257 (141)	257 (196)	

*(n) : nombre d'observations. Le total est supérieur au nombre de migrants enquêtés du fait qu'une partie d'entre eux changèrent d'emploi et de salaire durant leur séjour aux Etats-Unis. Par ailleurs, les déclarations de salaire horaire et hebdomadaire sont indépendantes entre elles.

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/DER-INESER-CUCEA- U De G, 1999-2000

En juin 1999, le salaire moyen (secteur non informel) s'élevait à 103,7 pesos dans l'Etat de Jalisco et à 113,8 pesos au niveau national selon les données du Ministère de la Promotion Economique, niveau très proche des données de l'enquête EREM, malgré les définitions différentes des populations actives concernées. Le rapport des salaires minimums entre les 2 pays était beaucoup plus élevé à cette date (autour de 12 fois), mais cela était dû à la forte dégradation du salaire minimum mexicain depuis le début des années 80, aggravé par les dévaluations successives du peso

face au dollar. Durant cette période (1980-99), le rapport des salaires minimums entre les 2 pays est passé de 3,6 à 8,4 au début des années 90 et fluctuait autour de 12 à la fin des années 90. Rappelons que selon les résultats de l'enquête nationale sur l'emploi de 1998 (INEGI), le salaire minimum réel ne représentait plus à cette date qu'environ 20 % de celui de 1976.

LES TRANSFERTS MONÉTAIRES (*LAS REMESAS*)

A la fin des années 1990, environ 5 % des ménages mexicains perçoivent des *remesas*, mais ils sont près de 9 % dans la région du centre-ouest (Jalisco, Zacatecas, Guanajuato, Michoacan). Elles représentent en moyenne environ 40 % des ressources monétaires des ménages qui en bénéficient, et dans 30 % des cas, elles constituent l'unique ressource de ces ménages, ce qui illustre l'importance de ces transferts pour la reproduction de nombreuses familles sur les lieux d'origine.

On estimait généralement à cette époque, que les transferts monétaires familiaux des migrants mexicains travaillant aux Etats-Unis représentaient autour de 8 milliards de dollars, qui provenaient en majeure partie de Californie (48 %), du Texas (16 %), de l'Illinois (11 %) et de l'Arizona (7 %). Un tiers du total de ces transferts étaient captés en 1996 au Mexique, selon le rapport présidentiel de 1997, par 3 Etats de la région du centre-ouest : Jalisco (17,3 %), Guanajuato (10,3 %) et Zacatecas (4,9 %), proportions similaires aux estimations produites par l'enquête *Legalized population survey* (LPS2) de 1991, ce qui paraît indiquer une certaine stabilité dans la distribution géographique des flux d'émigration mexicain, du moins jusqu'au milieu des années 90.

Les transferts monétaires vers le Mexique représentaient en 1997, 43 % des exportations pétrolières du pays, 85 % des ressources touristiques, 39 % des investissements étrangers directs, 4,5 % des exportations mexicaines et autour de 1,5 % du PIB, selon des estimations faites à partir des données du Banco de Mexico (Pescador Osuna, 1998). Dans l'ensemble de ces 3 Etats (Jalisco, Zacatecas et Guanajuato), ces transferts représentaient près de 5 % de leur PIB, selon des estimations de l'Université de Zacatecas (R.Delgado Wise, et H.Rodriguez Ramirez, 1999). En 2002, les *remesas* (10,5 milliards de dollars) constituaient l'une des principales ressources de devises avec les exportations pétrolières (13 milliards de dollars), les recettes touristiques (6 milliards de dollars) et les investissements directs étrangers (13 milliards de dollars). Malgré le fait que l'importance relative de ces transferts par rapport aux différents agrégats cités puisse se modifier en fonction des sources, il est clair que ces ressources provenant de la migration représentent une source de revenus importante pour le Mexique et plus particulièrement pour les Etats de la région du centre ouest.

Dans diverses enquêtes (EMIF 1993, LPS1 1987-88, ORSTOM-INESER 1993, Massey et Parado 1997), la proportion de migrants qui envoyaient de l'argent à leur famille au Mexique s'échelonnait entre 51 % et 75 %, selon les définitions des populations de référence. Dans l'enquête EREM, les proportions de migrants qui envoyaient régulièrement de l'argent à leur famille résidant au Mexique sont à peu près constantes dans la population masculine (autour de 84 %) durant les 25 dernières années. En revanche, elles semblent croître dans la population féminine depuis le début des années 90, du fait semble-t-il de l'augmentation progressive des flux migratoires de jeunes femmes célibataires. Cette proportion s'élève en effet d'un niveau de 45 % durant les années antérieures à 1990, à 53 % durant les années 1995-99. Pour l'ensemble des 2 sexes, la proportion de migrants qui envoyait de l'argent à leur famille tourne autour de 77 % durant toutes les périodes depuis 1975. En réalité, on peut considérer que les femmes participent plus à ces transferts monétaires, car celles qui résidaient avec leurs époux aux Etats-Unis n'apparaissent pas toujours directement comme les responsables de ces transferts, qui se mélangent parfois avec ceux de leurs époux, auxquels ils sont accrédités. La durée réelle de séjour dans le pays voisin ne paraît pas influencer les probabilités de transférer de l'argent, tout au moins pour des durées inférieures à 10 ans, qui regroupent la grande majorité des migrants. L'existence de projets de travail définis lors de la réinstallation sur les lieux d'origine accroît par contre les probabilités d'envoyer de l'argent au Mexique dans la population féminine, mais ne semble pas avoir d'influence dans la population masculine. La perspective de créer une micro-entreprise au retour au Mexique est un facteur déterminant pour les transferts monétaires féminins : parmi les femmes qui avaient ce projet, 64,7 % envoyaient de l'argent, contre 48 % en moyenne générale.

Les fractions du revenu perçu aux Etats-Unis, que transféraient les migrants à leur famille au Mexique entre le milieu des années 70 et le milieu des années 90, varient entre 10 et 42 % selon les auteurs (M.Orozco, 2000 ; Pescador Osuna, 1998). Cela reflète les compositions différentes des échantillons étudiés par les différentes enquêtes dont sont issus ces résultats, les définitions parfois hétérogènes des composantes monétaires utilisées (salaires, ressources, montants envoyés ou reçus .etc.). Les montants mensuels moyens envoyés de manière régulière par les migrants de l'enquête EREM apparaissent dans le tableau 4. Durant les périodes 1990-94 et 1995-99, ces montants s'élevaient respectivement à 295 et 328 dollars pour l'ensemble des 2 sexes. Les *remesas* envoyées par les migrants masculins (respectivement 306 et 340 dollars durant ces 2 périodes) furent toujours sensiblement supérieures à celles des migrantes (206 et 256 dollars respectivement), expression de la situation familiale de ces populations, de leurs systèmes de cohabitation dans le pays voisin, et des

différences de salaire. Bien que les données les plus anciennes soient sujettes à caution à cause de possibles déficiences de mémoire de la part des populations enquêtées, elles paraissent généralement cohérentes avec les niveaux de rémunérations aux Etats-Unis des périodes correspondantes. Ces montants mensuels des transferts monétaires représentaient autour d'une semaine de revenus dans chacune des périodes considérées, soit environ 25 % des rémunérations perçues dans le pays voisin. Diverses enquêtes durant les 20 dernières années (Arroyo, 1991. legalized population survey (LPS1, 1987-88); Massey et Parado, 1997; EMIF (COLEF,1993); Papail et Arroyo, 1996; ENIGH (INEGI, 1996) estiment le montant mensuel moyen des *remesas* entre 150 et 320 dollars durant les années 1980-1995, selon les dates d'enquêtes, les aires et les populations de référence, ce qui semble compatible avec les résultats de l'enquête EREM.

Tableau 4 : montant moyen mensuel des transferts monétaires (en dollars)

	1975-79	1980-84	1985-89	1990-94	1995-99
hommes (n)	241 (303)	263 (382)	308 (610)	306 (848)	340 (810)
femmes (n)	156 (34)	200 (44)	226 (57)	206 (105)	256 (131)
total (n)	232 (337)	256 (426)	301 (667)	295 (953)	328 (941)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

On peut comparer ces niveaux de montants de *remesas* aux revenus des individus sur les lieux d'origine au Mexique. Durant la période la plus récente (1995-99), le montant mensuel moyen des transferts monétaires masculins (340 dollars) dans l'enquête EREM, était sensiblement supérieur aux revenus masculins dans les villes moyennes, que l'on estimait à 270 dollars en 1999-2000. Dans la population féminine, le montant moyen des *remesas* (256 dollars) était du même ordre de grandeur que le revenu moyen féminin dans ces villes (240 dollars).

Les distributions de l'affectation des *remesas* sur les lieux d'origine au cours du temps sont caractérisées par le poids toujours prépondérant des coûts relatifs à l'entretien des ménages (logements, alimentation, habillement, transports, santé, éducation...), comme on peut le constater dans le tableau 5. Les distributions arithmétiques des différentes rubriques de l'affectation de ces ressources diffèrent très peu des distributions pondérées par les montants des transferts, ce qui dénote le peu d'influence de ces montants sur les distributions.

La rubrique « entretien de la famille », qui permet de couvrir les besoins essentiels des membres de la famille, représentait une proportion plus ou moins stable durant les années 1975-89 : entre 70 et 73 % des *remesas* envoyées par les hommes et une proportion à peu près équivalente des *remesas* féminines. Cette rubrique constitue toujours l'affectation la plus importante durant les années 90, mais son importance relative s'est fortement réduite, que ces transferts soient d'origine masculine ou féminine. Elle ne représentait plus en effet que 64 % des affectations des *remesas* masculines en 1995-99, et 60,8 % en moyenne des *remesas* féminines.

Tableau 5 : distributions (pondérées par les montants) de l'utilisation des transferts monétaires par sexe et périodes

	1975-79	1980-84	1985-89	1990-94	1995-99
origine masculine					
“dépenses courantes de la famille”	72,4	70,4	73,0	67,9	64,0
“épargne et investissements”	9,7	12,7	11,8	15,7	21,3
“achats de terrains et logements”	10,8	12,3	11,8	11,1	9,3
“autres”	7,1	4,6	3,4	5,3	5,4
total	100	100	100	100	100
(n)	(292)	(373)	(591)	(820)	(772)
origine féminine					
		1975-89		1990-99	
“dépenses courantes de la famille”		71,5		60,8	
“épargne et investissements”		12,2		22,7	
“achats de terrains et logements”		9,2		8,8	
“autres”		7,1		7,7	
total		100		100	
(n)		(135)		(223)	

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

La rubrique « achat ou réaménagement de logement, de terrain à bâtir.. », qui est l'un des 3 principaux postes de l'affectation de ces ressources extérieures, est restée à peu près stable durant toutes les périodes, autour de 10 %, et sans différences notables entre les 2 sexes. La restructuration progressive dans les affectations des *remesas* s'est produite essentiellement au profit de la rubrique « épargne d'attente et financement d'activités non salariées », dont le poids relatif a pratiquement doublé en une dizaine d'années, entre la fin des années 80 et la fin des années 90. Cette rubrique représentait 21,3 % de l'affectation des transferts masculins et 22,7 % des transferts féminins durant les 5 dernières années, tandis qu'elle n'en constituait qu'environ 11 % durant les périodes

antérieures à 1990 dans chacune des 2 populations. Cependant, si l'on prend en compte uniquement les réponses explicites concernant le financement d'activités non salariées, cette sous-rubrique n'a jamais dépassé les 3 % des affectations durant toutes les périodes et pour chacune des 2 populations masculine et féminine. La majeure partie des investissements réalisés par les migrants dans des activités non salariées, s'est réalisée à partir de l'épargne accumulée comme sous-produit des transferts monétaires, qui représentait une situation d'attente jusqu'au retour des migrants sur leur lieu d'origine. Ces changements récents dans la distribution des affectations des *remesas* devraient impliquer une intensification des transformations des statuts d'occupation à travers les cycles migratoires, et/ou un accroissement notable des montants investis dans des activités non salariées.

Quelques enquêtes réalisées dans des Etats de la région du centre-ouest mexicain indiquent que l'impact des *remesas* en termes d'investissements productifs, est relativement important dans les économies locales. Massey et Parado (1997), dans leurs enquêtes de 1982-83 et 1987-94 dans plusieurs zones urbaines de cette région estiment qu'environ 11 % des micros entreprises de leurs échantillons furent créées grâce à ces ressources provenant des Etats-Unis. A Guadalajara, selon un échantillon de micros entreprises créées avant 1990, 16 % des établissements de moins de 20 salariés auraient bénéficié de ces ressources pour se constituer (Escobar y De la O, 1991).

La plupart des auteurs signalent que l'essentiel (entre 75 et 92 %) des *remesas* familiales reçues au Mexique sert à couvrir les nécessités essentielles des familles de migrants, et n'ont pratiquement pas d'impact sur les investissements productifs sur les lieux d'origine. Il semble que cela soit de moins en moins en moins vrai depuis la fin des années 80. Les résultats de l'enquête EREM indiquent en effet qu'une proportion croissante de ces *remesas* fut canalisée vers l'épargne et la création d'activités non salariales durant les années 90, ce que confirment les trajectoires professionnelles des migrants à travers leurs cycles migratoires.

LA REINSERTION PROFESSIONNELLE DES MIGRANTS DANS LE CENTRE OUEST MEXICAIN

L'âge moyen au retour « définitif » au Mexique est resté stable (entre 30 et 31 ans) dans la population masculine durant toutes les périodes. Dans la population féminine, il s'est légèrement élevé, de 28,6 ans dans la décennie 80 jusqu'à 30,6 ans dans les années 90, avec une moyenne générale de 29,9 ans pour l'ensemble des périodes. On n'observe pratiquement pas de dispersion de

la durée moyenne du séjour dans le pays frontalier entre les différentes périodes. La moyenne générale est de 5,2 ans pour les hommes et de 4,1 ans pour les femmes.

A l'exception de quelques migrants qui retournèrent dans le système éducatif pour terminer ou compléter leurs études (1,1 %), la quasi-totalité des migrants masculins (97,5 %) se réincorporèrent à la population active à leur retour au Mexique. Le cas des femmes est plus complexe. Globalement, le taux d'activité des migrantes n'a pratiquement pas varié entre le moment de la première émigration aux Etats-Unis (44,7 %), et le retour au Mexique (42,9 %), bien que presque toutes travaillèrent à un moment ou à un autre dans le pays voisin. Mais il recouvre en fait un important mouvement de remplacement entre ces 2 dates : une partie (35 %) des femmes qui appartenaient à la population active avant le premier déplacement, ne s'est pas réincorporée à la population active à son retour, et fut substituée par des femmes qui étudiaient ou avaient le statut de femmes au foyer avant de migrer. Ce sont surtout les ex-étudiantes qui, proportionnellement, ont permis de maintenir ces taux d'activité, car 52 % d'entre elles entrèrent sur le marché du travail de leur lieu d'origine. Cependant, on notera que presque deux tiers (61,3 %) des femmes qui travaillaient avant de migrer, continuent de travailler à leur retour au Mexique, et que 80 % des inactives (femmes au foyer) retrouvèrent ce même statut à l'issue de leur cycle migratoire. Au cours du temps, il semble que la conservation d'une activité à travers le cycle migratoire ait néanmoins sensiblement augmenté : 47,7 % des femmes qui avaient un emploi avant leur première migration, retrouvèrent un emploi à leur retour au Mexique durant les années 1975-84, mais cette proportion s'est accrue à 62 % parmi les femmes qui se réinstallèrent durant les années 1995-2000. Globalement, la participation des femmes aux activités après leur retour au Mexique s'est accrue de 35,3 % à 43 % entre ces 2 périodes

Comme dans le cas du premier déplacement aux Etats-Unis, le retour au Mexique est associé à de profonds changements en termes de branches d'activité. En effet, 71,3 % des migrants masculins changèrent de branche d'activité entre le premier emploi aux Etats-Unis et le moment de la réinsertion professionnelle au Mexique, niveau plus ou moins équivalent, mais en sens contraire, aux changements de branches qui se sont opérés à travers le premier déplacement vers le pays voisin, quand 67,4 % des migrants changèrent de branche d'activité. Ce mouvement est identique dans la population féminine.

Le bilan global des changements de branches d'activité à travers le cycle migratoire apparaît dans le tableau 6, qui permet d'analyser les distributions de l'emploi par branches d'activité au retour des migrants au Mexique selon les branches d'activité dans lesquelles ils travaillaient avant d'initier leur cycle migratoire.

Tableau 6 : distribution des branches d'activité au retour au Mexique selon les branches d'activité avant d'émigrer aux Etats-Unis, selon le sexe (ensemble des périodes)

branches avant de migrer aux E.U	branches d'activité au retour au Mexique								total
	agricult.	industr.	construc.	hotel-rest.	commerce	transports	services	autres	
hommes									
agriculture	61,7	7,9	9,5	0,6	9,6	2,6	7,7	0,4	100 (29,7)
industrie	3,8	66,2	6,1	2,2	8,6	3,4	9,4	0,3	100 (18,0)
construction	4,0	6,5	74,4	1,0	5,2	1,8	6,7	0,4	100 (20,0)
restaurant	1,5	14,9	11,9	32,8	26,9	1,5	10,4	0,0	100 (1,6)
commerce	2,4	7,3	8,3	2,4	66,6	2,9	9,0	1,0	100 (10,0)
transports	2,6	4,1	4,1	2,1	4,7	74,6	7,8	0,0	100 (4,7)
services	5,2	10,7	6,3	1,6	8,4	3,1	64,3	0,5	100 (15,2)
autres	10,0	10,0	20,0	3,3	6,7	0,0	13,3	36,7	100 (0,7)
total	21,1 (861)	18,4 (752)	21,1 (861)	1,9 (78)	14,1 (576)	6,1 (247)	16,6 (678)	0,7 (28)	100 (100) (4081)
femmes									
industrie	0,0	64,5	0,0	3,2	25,8	3,2	3,2	0,0	100 (14,1)
commerce	4,9	6,6	0,0	1,6	73,8	0,0	11,5	1,6	100 (27,7)
services	1,0	5,0	2,0	5,0	17,0	0,0	70,0	0,0	100 (45,5)
autres	14,3	7,1	0,0	21,4	14,3	3,6	21,4	17,9	100 (12,7)
total	3,6 (8)	14,1 (31)	0,9 (2)	5,9 (13)	33,6 (74)	0,9 (2)	38,2 (84)	8,2 (18)	100 (100) (220)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

Pour la majorité des migrants, le retour au Mexique se traduit également par une réincorporation à la branche d'activité dans laquelle ils travaillaient avant leur premier déplacement aux Etats-Unis. C'est le cas de 65,9 % des hommes et 67,3 % des femmes. Si l'on compare la distribution des branches d'activité de la population active masculine avant le premier déplacement aux Etats-Unis, et au retour au Mexique, on constate que les échanges entre branches se firent essentiellement à partir de l'agriculture, dont le poids relatif s'est réduit de 29,7 % à 21,1 % ; surtout au profit du commerce dont le poids relatif s'est accru de 10,0 % à 14,1 %. Les autres branches d'activité conservent plus ou moins leur importance respective dans l'emploi des migrants entre ces 2 moments du cycle migratoire.

LES CHANGEMENTS DE STATUT D'OCCUPATION : DU SALARIAT AU NON SALARIAT

Le résultat le plus important du cycle migratoire aux Etats-Unis consiste sans doute dans les transformations des statuts d'occupation des migrants, produites par l'épargne réalisée par le travail dans le pays voisin et investie dans la création d'activité lors de la réinstallation des migrants sur leurs lieux d'origine au Mexique. La distribution des statuts d'occupation avant la première émigration aux Etats-Unis et au retour au Mexique (tableau 7), nous permet de mesurer l'ampleur des changements intervenus à travers le cycle migratoire. Nous ne faisons pas intervenir ici la distribution des statuts d'occupation dans l'économie nord-américaine, car cette distribution est composée presque exclusivement de salariés (environ 97 %), bien que l'on puisse y détecter un léger mouvement d'expansion du non salariat dans les années récentes. Nous avons regroupés les statuts de chefs d'entreprises et de travailleurs indépendants dans les distributions de statuts avant le premier déplacement aux Etats-Unis, car le poids relatif du premier groupe était insignifiant face au second.

Si la période pré-migratoire correspond à un processus de « salarisation » progressive des flux migratoires à destination des Etats-Unis (par la transformation des travailleurs familiaux sans rémunération (TFSR) en salariés entre le moment de l'entrée dans la vie active et l'émigration aux Etats-Unis, et par la réduction du poids relatif des petits propriétaires agricoles dans les flux), le cycle migratoire international se caractérise surtout par une désalarisation, qui transforme une partie des salariés (avant le déplacement aux Etats-Unis) en travailleurs indépendants ou chefs de micro-entreprises lors de leur réinstallation au Mexique, dans les cohortes successives de migrants. La proportion de chefs d'entreprises et de travailleurs indépendants dans la distribution des statuts d'occupation est généralement doublée entre le moment du déplacement aux Etats-Unis et le moment de la réinstallation au Mexique, de 13,1 % à 27,9 % dans la population masculine, et de 16,0 % à 28,5 % dans la population féminine, dans l'ensemble des périodes. Cette observation est valable pour toutes les périodes considérées, même si la participation de ce groupe de non salariés aux flux d'émigration vers les Etats-Unis s'est progressivement réduite, parallèlement à la réduction de la contribution de la branche agricole à ces flux.

Une partie de ces non salariés avec rémunérations (chefs d'entreprises et travailleurs indépendants) lors de leur réinstallation au Mexique, appartenaient déjà à ce groupe avant d'émigrer aux Etats-Unis (37,1 % parmi les hommes et 48,4 % parmi les femmes). Globalement, dans l'ensemble des

périodes, 78,8 % des hommes et 85,7 % des femmes qui appartenaient à ce groupe de non salariés avant l'émigration aux Etats-Unis, conservèrent le même statut à leur retour au Mexique, bien que ce taux de rétention (le fait de garder le même statut à travers le cycle migratoire) se soit progressivement réduit au cours du temps, jusqu'au milieu des années 90.

Tableau 7 : distribution des statuts d'occupation au retour au Mexique, selon les statuts d'occupation au moment de la première émigration aux Etats-Unis, par sexe et périodes de retour

statuts avant d'émigrer aux Etats-Unis	statuts d'occupation au retour au Mexique					
	patron	travailleur indépendant	salarié	travailleur familial sans rémunération	total	%
hommes						
patron ou travailleur indépendant	8,3	70,5	20,4	0,8	100	13,1
salarié	2,7	15,4	81,5	0,4	100	82,0
travailleur familial sans rémunération	12,7	43,1	31,5	12,7	100	4,9
total	3,9	24,0	71,1	1,1	100	100 (4036)
femmes						
patron ou travailleur indépendant	8,6	77,1	11,4	2,9	100	16,0
salarié	3,6	14,2	79,9	2,4	100	77,5
travailleur familial sans rémunération	7,1	7,1	42,9	42,9	100	6,4
total	4,6	23,9	66,5	5,0	100	100 (218)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

Ce sont surtout les anciens salariés (avant la migration aux Etats-Unis) qui, en devenant non salariés à travers le cycle migratoire, accroissent le poids relatif des non salariés lors de la réinstallation au Mexique. Si leur contribution à la constitution du groupe des non salariés masculins au retour au Mexique était inférieure aux anciens non salariés qui conservèrent leur statut avant le milieu des années 70 (41,4 % contre 45,9 %), elle est devenue prépondérante depuis les années 80, car ils contribuent dès lors à plus de 50 % (59,6 % en 1985-94 et 55,1 % en 1995-00) à la formation du groupe des non salariés avec rémunération au retour au Mexique, en partie par le simple fait de l'accroissement progressif de leur poids relatif dans les flux d'émigration aux Etats-Unis. Dans la population féminine, la contribution des anciennes salariées (avant la migration aux Etats-Unis), à la constitution du groupe des non salariées avec rémunération au retour au Mexique à globalement la même importance que celle des anciennes non salariées (48,4 %).

Le glissement de la structure des statuts d'occupation vers une désalarisation progressive se poursuit après la réinstallation sur les lieux d'origine. Pour une partie des migrants, la création d'une activité non salariée nécessite un certain temps, durant lequel ils exercent une activité salariée, en attendant l'opportunité de changer de statut d'occupation. Dans d'autres cas, moins nombreux, la réinsertion dans l'économie du lieu d'origine par la création d'une activité non salariée ne produit pas les résultats escomptés et aboutit à un retour au salariat au bout d'un certain temps. Interviennent ici d'autres facteurs extérieurs à la migration internationale, mais qui participent d'un processus plus général de transformations des statuts d'occupation, à l'œuvre dans les générations successives au cours de leur vie active.

Le bilan du cycle migratoire international, entre le moment de la première émigration aux Etats-Unis et le moment de l'enquête après le retour au Mexique en termes de statuts d'occupation apparaît dans le tableau 8. Dans la population masculine, le poids relatif du groupe des travailleurs indépendants et des chefs de micro-entreprises fut multiplié par 2,5 entre ces 2 moments dans l'ensemble des périodes (de 12,7 % à 31,7 %).

Tableau 8 : distribution des statuts d'occupation au moment de l'enquête (centrée en 2000) selon les statuts d'occupation lors de l'émigration aux Etats-Unis, par sexe, ensemble des périodes

statuts lors de la première émigration aux Etats-Unis -----	statuts d'occupation en 1999-2000			
	patrons et travailleurs indépendants (t.i)	salariés	travailleurs familiaux sans rémunération (t.f.s.r)	total (%)
hommes -----				
patrons et t.i	77,9	21,5	0,6	100 (12,7)
salariés	22,7	76,5	0,9	100 (82,3)
t.f.s.r	62,7	28,7	8,5	100 (4,9)
	-----	-----	-----	-----
	31,7	67,1	1,2	100 (100)
				(3806)
femmes -----				
patrons et t.i	85,3	5,9	8,8	100 (17,5)
salariés	24,0	72,7	3,3	100 (77,3)
t.f.s.r	30,0	50,0	20,0	100 (5,2)
	-----	-----	-----	-----
	35,0	59,8	5,2	100 (100)
				(194)

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

Ce multiplicateur a légèrement augmenté depuis les années 60, de 2,5 jusqu'à 2,6 durant la période des retours 1975-84 (le poids relatif de ce groupe passe de 16,9 % avant le premier déplacement aux

Etats-Unis à 43,6 % au moment de l'enquête), avant de se réduire à 1,7 % durant la période 1995-2000, quand le poids relatif de ce groupe dans la structure des statuts d'occupation passe de 10,8 % à 24,4 %. Globalement, 25 % des salariés et des travailleurs familiaux sans rémunérations se sont transformés en travailleurs indépendants ou chefs de micro-entreprises : 44,8 % parmi ceux qui se sont réinstallés avant 1975, 36,4 % parmi les réinstallés de 1975-84, 25,3 % parmi ceux de 1985-94 et 17,9 % parmi ceux de 1995-2000. Dans la population féminine, le poids relatif des travailleuses indépendantes et des chefs de micro-entreprises fut multiplié par 2 entre le moment de la première émigration aux Etats-Unis et le moment de l'enquête dans l'ensemble des périodes, passant de 17,5 % à 35 % entre ces 2 dates. Parmi les femmes salariées ou TFSR avant le premier déplacement aux Etats-Unis, 24,4 % étaient devenues chefs de micro-entreprises ou travailleuses indépendantes au moment de l'enquête.

L'évolution de la structure des statuts d'occupation aux différentes étapes des histoires professionnelles apparaît dans le tableau 9, qui permet de visualiser plus clairement les 2 processus successifs de salarisation et de désalarisation de la main-d'œuvre. On distingue très bien au cours de la vie active des migrants et des migrantes, le processus de salarisation avant la migration aux Etats-Unis, qui concerne essentiellement ceux qui commencèrent leur vie active comme travailleurs familiaux sans rémunération, et le processus de désalarisation qui opère à partir du retour au Mexique, que traduit la reconversion de salariés en travailleurs indépendants et en chefs de micro-entreprises. Dans la population masculine, la proportion de salariés dans la distribution des statuts d'occupation s'accroît de 72,8 % au début de la vie active, à 82,3 % au moment du premier déplacement aux Etats-Unis, puis baisse à 70,9 % au retour des migrants au Mexique, et à 67 % au moment de l'enquête en 2000. Le processus est identique dans la population féminine. La migration aux Etats-Unis intensifie et accélère les reconversions de salariés en non salariés entre le début et la fin du cycle migratoire. Dans diverses enquêtes, et en particulier dans celle de l'enquête nationale sur la dynamique démographique (ENADID) de 1997, on observe le même phénomène : la population mexicaine qui a eu une expérience migratoire aux Etats-Unis est plus fréquemment non salariée que la population non migrante. Dans l'enquête ENADID 97 pour les villes de 15.000 à 100.000 habitants au niveau national, qui correspondent en taille aux villes enquêtées dans l'EREM, le groupe des chefs de micro-entreprises et des travailleurs indépendants représente respectivement 33,0 et 37,0 % des populations occupées masculines et féminines qui ont eu une expérience migratoire aux Etats-Unis, tandis que ces proportions s'élèvent à 25,7 % et 26,9 % respectivement parmi les hommes et les femmes qui n'ont jamais migré dans le pays voisin.

Tableau 9: distributions successives des statuts d'occupation aux différentes étapes de la vie active des ex-migrants internationaux selon le sexe.

étapes de la vie active -----	statuts d'occupation				total (n*) -----
	patrons -----	travailleurs indépendants -----	salariés -----	travailleurs familiaux sans rémunération -----	
hommes -----					
première activité lors de l'émigration aux Etats-Unis	0,5	5,7	72,8	21,0	100 (3733)
au retour au Mexique en 2000	1,0 3,9 6,9	11,5 23,9 24,5	82,3 70,9 67,0	5,1 0,2 1,6	100 (3733) 100 (3733) 100 (3733)
femmes -----					
première activité lors de l'émigration aux Etats-Unis	0,6	11,6	72,0	15,9	100 (164)
au retour au Mexique en 2000	1,2 4,3 4,3	15,2 28,0 28,0	77,4 63,4 62,2	6,1 4,3 5,5	100 (164) 100 (164) 100 (164)

n* : les séries prennent en compte uniquement les individus qui étaient occupés aux différentes étapes de leur trajectoire professionnelle

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux), IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

Les ex-migrants qui se sont réinstallés comme non salariés à leur retour au Mexique, se concentrent dans certaines branches d'activités, surtout dans le commerce. Cette branche concentre 34,5 % des ex-migrants non salariés masculins, et 63,6 % des ex-migrantes non salariées. Deux autres branches revêtent une certaine importance pour l'insertion des ex-migrants non salariés : l'agriculture (22,4 %) et les services (15,9 %). On retrouve les mêmes tendances dans les résultats de l'ENADID 1997, où l'on note également une concentration relativement forte de la distribution des non salariés masculins dans le commerce (28,6 %). Dans les générations masculines les plus jeunes, l'attraction des branches commerce et services est nettement plus importante que dans les générations les plus anciennes, où le poids important de l'agriculture reflète la distribution des activités durant la période pré-migratoire avant les années 80. Ces distributions paraissent relativement constantes dans les générations qui avaient entre 25 et 44 ans en 2000, avec peut-être un poids relatif légèrement croissant de l'industrie au détriment de l'agriculture. Cependant, près de 50 % des non salariés se concentrèrent dans l'ensemble des branches services et commerce à toutes les époques de leur réinstallation. La distribution des ex-migrants réinstallés comme salariés dans les différentes branches d'activité, est nettement plus équilibrée, sans concentration marquée, du moins dans la population masculine.

LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS DES MIGRANTS INTERNATIONAUX

Le processus de désalarisation se réalise par les investissements productifs produits par les *remesas*. Environ les 2/3 (65,3 %) des entreprises créées à partir de 1975, le furent durant la décennie 90, et 42,2 % durant les années 1995-2000. Généralement, parmi les entreprises créées par les migrants après leur retour des Etats-Unis, les 2/3 (68 %) le furent durant l'année du retour (47,6 %) ou l'année suivante (20,4 %). Les raisons évoquées par les migrants masculins pour créer une entreprise, se réfèrent souvent au fait d'obtenir des revenus supérieurs à ceux qu'ils percevaient comme salariés (26,4 % en général dans l'ensemble des branches).

La recherche d'indépendance dans le travail (« être son propre patron », « ne dépendre de personne »..) qui peut recouvrir en partie la première raison invoquée, regroupe 22,9 % des motivations apparentes de création d'entreprises. Les motifs se référant aux revenus sont particulièrement privilégiés par les individus les plus jeunes (moins de 40 ans), tandis que ce sont plus souvent des considérations sur la liberté dans le travail qui semblent prévaloir parmi les individus créant leur entreprise à un âge plus avancé (50 ans et plus). Les entreprises reçues en héritage concernent globalement 5,4 % des entreprises masculines, et sont beaucoup plus fréquentes dans la branche agricole : 15,7 % des entreprises de cette branche procèdent d'un héritage. Elles sont relativement fréquentes parmi les migrants qui avaient le statut de travailleurs familiaux sans rémunération (9,2 %) avant leur premier déplacement aux Etats-Unis, par rapport à ceux qui étaient salariés (4,8 %). Pour 6,7 % des hommes, l'auto emploi ou la création d'une micro entreprise paraît avoir été l'unique option d'avoir une activité. Il s'agissait dans ce cas de sorties de situations de chômage, ou d'inadéquation des qualifications des individus face à l'offre d'emplois salariés. Un ensemble important d'individus (25,6 %) dans la population masculine se réfère explicitement aux qualifications acquises durant le cycle migratoire aux Etats-Unis, comme élément déterminant à la création d'une entreprise. Ce type de réponse est plus fréquent dans la branche de l'industrie manufacturière (36,3 %) et dans les services (36,6 %). Un dernier groupe réduit de réponses (5,2 % dans la population masculine), dont la fréquence est relativement identique dans toutes les branches d'activité, se réfère à l'apparition d'opportunités qui ne paraissent pas être associées à l'existence de projets pré-établis de création d'entreprise.

Les hommes qui ont créé leur entreprise après 50 ans se sont concentrés dans l'agriculture (27,7 %), et surtout le commerce (48,5 %). En revanche, ceux qui ont créé leur entreprise avant 40 ans, privilégierent les services, bien que le commerce exerce une attraction toujours importante à tous

âges. Les investissements féminins, quel que soit l'âge auquel les femmes créèrent leurs entreprises, sont toujours très fortement concentrés dans le commerce. Ainsi, parmi les femmes qui créèrent leur entreprise entre 30 et 39 ans, 70 % les créèrent dans cette branche (cas de 75,9 % des femmes de tous âges). Un quart des hommes (24,5 %) et des femmes (26,7 %) qui ont créé leur entreprise à leur retour au Mexique déclarèrent que l'expérience professionnelle acquise aux Etats-Unis leur fut utile pour la créer, en particulier parmi les hommes qui se sont installés comme non salariés dans la branche de la restauration-hôtellerie (44,7 %) ou dans les services (31,2 %), et parmi les femmes qui se sont réinstallées dans les services (55,6 %).

La majeure partie (autour de 85 % dans la population masculine et 90 % dans la population féminine) du capital investi par les ex-migrants dans les entreprises qu'ils ont créées, provient exclusivement de l'épargne réalisée grâce au travail migratoire aux Etats-Unis. Ces proportions sont relativement stables au cours du temps. A peine 7,1 % des investissements masculins et 5,1 % des investissements féminins correspondent exclusivement à des emprunts. Dans le reste des cas, le financement fut mixte, combinant l'épargne des migrants et le recours à l'emprunt (6,2 % et 5,1 % respectivement dans les populations masculine et féminine). Le poids relatif des ressources propres des migrants masculins dans le financement de leurs entreprises augmente régulièrement avec la durée des séjours aux Etats-Unis, depuis 78,6 % parmi les migrants qui ont passé moins de 2 ans dans le pays frontalier, jusqu'à 9,1 % parmi ceux qui y ont passé 10 ans et plus. L'impact de ce facteur est moins visible dans la population féminine. En revanche, les individus qui ont passé le moins de temps aux Etats-Unis (moins de 2 ans) ont recouru plus souvent au mode de financement exclusivement constitué d'emprunts (10,9 %).

A peine 15,8 % des entreprises créées uniquement avec des ressources propres depuis le retour des investisseurs au Mexique, le furent avec un capital supérieur à 6.000 dollars, et près d'un quart (24,3 %) représentent un investissement initial inférieur à 500 dollars (tableau 10). La distribution du montant des investissements féminins est relativement similaire à celle des hommes, mais semble plus concentrée dans les tranches les plus faibles. Le montant moyen de ces investissements durant la période 1995-2000 fut de 3570 dollars dans la population masculine et de 2549 dollars dans la population féminine. Ils ne diffèrent pas beaucoup des investissements moyens globaux qui regroupent toutes les sources de financement et leurs combinaisons (ressources propres, emprunts), qui s'élèvent à 3686 dollars parmi les hommes et 2559 dollars parmi les femmes. Il faut cependant signaler, que les quelques cas (15 durant cette période) de combinaison de ressources (épargne et emprunts) produisirent des investissements nettement plus élevés : 6660 parmi les hommes, 5039

dollars parmi les femmes et 6442 dollars pour l'ensemble des 2 sexes. Les entreprises créées uniquement avec des emprunts (24 cas durant la période) correspondent à des investissements nettement moins élevés : 1706 dollars en moyenne pour l'ensemble des 2 sexes.

Tableau 10 : répartition des entreprises créées durant la période 1995-2000, uniquement avec des fonds propres, à l'issue du cycle migratoire, selon les montants investis (en dollars), selon le sexe des investisseurs

	montants des capitaux (en USD)					moyenne des montants des investissements (USD)
	100-499	500-1499	1500-5999	6000 et plus	total	
hommes	24,0	25,6	34,1	16,3	100 (258)	3570
femmes	26,5	26,5	35,3	11,8	100 (34)	2549
ensemble	24,3	25,7	34,2	15,8	100 (292)	3452
moyennes (en USD)	275	934	2927	13597	3452	

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux) IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

Les investissements masculins les plus importants, qui se sont réalisés durant les années 1995-2000, uniquement avec des ressources propres à l'issue du cycle migratoire, le furent dans la branche transports-communications. Le montant moyen investi dans cette branche (10.019 dollars) représente près de 3 fois le montant moyen global des investissements de la population masculine (3.560 dollars). La branche des services est l'unique autre branche d'activité où l'on trouve des investissements (5.432 dollars en moyenne) sensiblement plus élevés que la moyenne générale. C'est dans la restauration-hôtellerie, où l'activité est concentrée dans la restauration populaire de rue, que l'on observe les investissements les plus faibles (1.331 dollars en moyenne).

Les montants des investissements féminins, très concentrés dans le commerce, présentent un degré de dispersion beaucoup moindre, autour d'une moyenne de 2.550 dollars.

Les 9 plus gros investissements réalisés par les migrants à l'issue de leur cycle migratoire durant la période 1995-2000, uniquement avec des ressources propres, dépassent les 15.000 dollars, et furent réalisés uniquement par des hommes. La majeure partie (5 cas) concerne des réinstallations comme travailleurs indépendants dans l'industrie (1), la construction (1), le commerce (2), les transports-communications (1), dont l'investissement moyen s'élève à 21.238 dollars. Les 4 chefs d'entreprises qui complètent ce groupe (1 dans les transports, 2 dans les services et 1 dans l'agriculture) ont investi en moyenne 46.261 dollars. Le plus gros investissement (105.263 dollars) fut réalisé par un chef d'entreprise dans la branche services (atelier de réparation mécanique).

De fait, on peut distinguer 2 facteurs principaux qui différencient nettement le petit groupe des plus gros investisseurs de la période 1995-2000 du reste des migrants réinstallés durant la dernière décennie. En premier lieu, leur durée moyenne de séjour aux Etats-Unis est beaucoup plus élevée que celle de la population masculine en général. Plus de la moitié de ces gros investisseurs a travaillé au moins 10 ans dans le pays frontalier, ce qui aura permis pour certains d'entre eux, de compenser par la durée de séjour la faiblesse du montant moyen mensuel de leurs transferts monétaires. En général, les salariés et travailleurs familiaux sans rémunération (avant la première émigration) qui créèrent leurs entreprises à leur retour au Mexique, ont travaillé en moyenne 6,5 ans dans le pays frontalier (5,4 ans dans le cas des femmes). Par contre, ceux qui n'ont pas changé de statut d'occupation à l'issue de leur cycle migratoire, c'est-à-dire ceux qui ont réintégré le salariat à leur retour – situation identique à celle qu'ils avaient avant d'émigrer aux Etats-Unis – ont séjourné en moyenne 4,1 ans dans ce pays (3,2 ans dans le cas des femmes). La durée de séjour, paraît donc être comme on pouvait s'y attendre, un facteur important du processus de transformation des statuts, grâce à l'accumulation des ressources qu'elle autorise. En second lieu, dans ce petit groupe des principaux investisseurs, peu d'individus (4 sur 12) n'ont reçu aucune formation ou n'ont appris aucun métier durant leur séjour dans le pays voisin. Il est évident, comme nous l'avons signalé antérieurement que la durée de séjour et les possibilités de formation sont étroitement liées, et qu'elles exercent de ce fait une influence sur les processus de transformation des statuts d'occupation. Cela semble être particulièrement le cas du groupe des plus gros investisseurs.

On peut estimer que les migrants qui ont changé de statut à leur retour au Mexique, quittant le salariat pour créer leur propre entreprise durant la période 1995-2000, utilisèrent en moyenne environ 14 % de l'ensemble des transferts monétaires qu'ils réalisèrent durant leur séjour aux Etats-Unis pour financer la création de ces entreprises. Bien que le montant moyen de ces investissements paraisse faible, il représente environ 1 an de transferts, et il est relativement cohérent avec les autres paramètres du système qu'ils forment : durée du cycle migratoire, niveaux des salaires aux Etats-Unis, montants moyens transférés, taux d'épargne, déclarations sur l'assignation des ressources au Mexique. Rappelons que durant la décennie 90, l'allocation des ressources transférées des Etats-Unis au poste « épargne et financement d'entreprises » se situait entre 15 et 20 % des montants transférés selon les déclarations des ex-migrants des 2 sexes. Si l'on considère maintenant l'ensemble des migrants réinstallés dans ces villes mexicaines durant la même période, quel que soit leur statut d'occupation au moment de l'enquête, le montant global des investissements productifs réalisés par une partie d'entre eux durant cette période représente environ 6 % de l'ensemble des transferts monétaires effectués par l'ensemble de ces migrants durant leur séjour aux Etats-Unis, ce qui laisse

penser qu'il existe des possibilités d'accroître la fraction de ces transferts affectés aux investissements productifs, comme le souhaitent les autorités mexicaines.

LES CREATIONS D'EMPLOIS

Environ 20 % des entreprises emploient de la main d'œuvre non rémunérée, surtout dans la branche restauration-hôtellerie. Dans leur grande majorité (86 %), il s'agit de fils/filles et de conjoints. Les pères/mères ou frères/sœurs représentent 7,5 % de cette main d'œuvre. Le nombre moyen global de travailleurs familiaux sans rémunération (TFSR) s'élève à 1,74 par entreprise employant cette main d'œuvre. Si l'on prend en compte toutes les entreprises créées après le retour des migrants au Mexique, qu'elles emploient ou non des travailleurs familiaux sans rémunération, la moyenne générale de TFSR employés par entreprise s'élève à 0,34 au moment de l'enquête.

Presque un quart (24,1 %) des hommes qui ont créé une entreprise après leur retour des Etats-Unis, ont des salariés, surtout dans la construction (41,7 % des entreprises de cette branche), dans l'industrie manufacturière (34,0 %) et dans les transports-communications (32,4 %). Les moyennes générales s'élèvent à 2,95 salariés pour les chefs d'entreprises masculins, et à 1,59 salariés pour leurs homologues féminins, ce qui donne une moyenne générale de 2,82 salariés par entreprise. Pour l'ensemble des entreprises créées (avec ou sans employés rémunérés) par les migrants après leur réinstallation au Mexique, la moyenne de salariés par entreprise s'élève à 0,67.

Le tableau 11 résume les différents types d'emplois dans les entreprises créées par les migrants à l'issue de leur cycle migratoire aux Etats-Unis.

Tableau 11 : distribution des entreprises créées par les migrants à leur retour au Mexique, par branches d'activité, selon le type d'emplois créés, quel que soit le sexe du responsable de l'entreprise

branches	n'emploie pas de main d'œuvre	emploie uniquement des t.f.s.r *	emploie uniquement des salariés	emploie des salariés et des t.f.s.r	total
agriculture	65,6	17,8	12,8	3,9	100 (180)
industrie	53,8	15,1	23,7	7,5	100 (93)
construction	57,5	5,0	37,5	0,0	100 (80)
restaur-hotel	38,9	35,2	18,5	7,4	100 (54)
commerce	65,0	18,9	12,9	3,2	100 (412)
transports	63,9	0,0	36,1	0,0	100 (36)
services	66,2	7,9	23,0	2,9	100 (139)
total	62,2	15,9	18,5	3,4	100 (999)

* : travailleurs familiaux sans rémunération

Source : enquête EREM (enquête sur la réinsertion des migrants internationaux) IRD/DER-INESER-CUCEA-U De G, 1999-2000

La moyenne du nombre d'emplois créés par l'ensemble des migrants qui se sont réinstallés comme non salariés à leur retour des Etats-Unis est de 1 emploi (1,01) pour chaque migrant, qui se décompose de la manière suivante : 0,67 emploi rémunéré, et 0,34 emploi non rémunéré (TFSR). Si l'on prend maintenant en compte l'ensemble des ex-migrants, quel que soit leur statut d'occupation (non salarié/salarié), et pour l'ensemble des périodes de retour, chaque ex-migrant aura créé 0,30 emploi (0,096 emploi de TFSR, et 0,204 emploi de salarié).

CONCLUSIONS

le processus de désalarisation semble être un motif important de la migration, même s'il n'apparaît pas clairement comme tel au début du cycle migratoire. Le nombre de patrons et de travailleurs indépendants dans les cohortes masculines de migrants entre le moment de la première émigration aux Etats-Unis, et le moment de l'enquête en 2000 après leur retour, a plus que doublé (de 12,7 % à 31,7 %). Globalement, dans l'ensemble des périodes considérées, un quart des salariés et des travailleurs familiaux non rémunérés masculin et féminin au moment de la première émigration, étaient devenus non salariés en 2000 à leur retour au Mexique. Si l'on tient compte des entreprises créées après le retour des migrants, mais disparues (quelles qu'en soient les raisons), qui représentent autour de 9 % de l'ensemble des entreprises créées, le processus de désalarisation concerne un tiers des migrants. Cependant, ce processus qui concernait presque la moitié des migrants jusqu'aux années 70 – du fait de l'importance de la composante d'origine agricole dans laquelle ce processus est plus intense dans les flux de cette période – s'est sensiblement affaibli au cours du temps. Il semble qu'il connaisse un allongement de son calendrier de réalisation après le retour des migrants, dû à des difficultés diverses (insuffisance des ressources propres, accès limité au crédit, manque d'opportunités..) dans les années 90, mais il est plus ou moins compensé par l'accroissement de l'insertion des non actifs au moment de la première émigration aux Etats-Unis, dans le groupe des non salariés à leur retour au Mexique. Ce processus de désalarisation qui s'observe à travers la migration internationale, apparaît également nettement dans les données d'autres enquêtes comme l'ENADID 97, dans laquelle on observe que les ex-migrants internationaux sont beaucoup plus fréquemment non salariés que les non migrants, quel que soit le sexe. C'est un processus général à l'œuvre dans la population active mexicaine dans son ensemble, qui apparaît dans toutes les générations successives au cours de leur vie active. La migration internationale grâce aux ressources qu'elle permet de mobiliser, intensifie et accélère ce processus dans la population concernée.

Les investissements réalisés par les ex-migrants créèrent directement un nombre important d'emplois. La majorité de ces emplois (67 %) sont des emplois rémunérés. En effet presque un quart des entreprises (23,3 %) emploient de la main-d'œuvre rémunérée (2,82 par établissement). Le reste des emplois sont des emplois de travailleurs familiaux non rémunérés combinés ou non avec de l'emploi rémunéré dans les entreprises ou par les travailleurs indépendants. Il s'agit généralement d'enfants et de conjoints (1,74 par unité productive). On peut donc estimer que la réinstallation « définitive » au Mexique de 100 migrants internationaux qui investissent dans des activités non salariées à leur retour se traduit par la création directe de 101 postes de travail qui se décomposent en 67 postes de salariés et 34 postes de travailleurs familiaux non rémunérés. En rajoutant les réinstallations des migrants salariés, le retour « définitif » de 100 migrants actifs aura créé 31 emplois directs rémunérés ou non, ce qui est relativement important pour les économies locales. Ces nouveaux emplois sont cependant peu rémunérés, généralement sans accès au système de protection sociale, ce qui reproduit les conditions de la formation de nouveaux courants migratoires à destination des Etats-Unis, que ces investissements sont censés freiner.

Les données de l'enquête EREM laissent également entrevoir une possible réduction des potentialités d'investissement des migrants sur leurs lieux d'origine, provoquée par la croissance des investissements réalisés par les migrants aux Etats-Unis. Les informations concernant la parentèle des migrants qui résidait au moment de l'enquête aux Etats-Unis semblent indiquer une expansion du processus de désalarisation de ces migrants dans le pays voisin, c'est-à-dire une croissance des investissements dans ce pays au détriment des lieux d'origine au Mexique.

Considérer les transferts monétaires depuis une perspective globale, avec son potentiel économique en termes d'investissements et de créations d'emplois, c'est sans doute surestimer les capacités d'agrégation de ces ressources atomisées qui relèvent essentiellement de stratégies individuelles ou familiales. Ces transferts ont un impact relativement important en termes d'investissements et de créations d'emplois depuis une dizaine d'années dans les villes moyennes du centre ouest mexicain, et ils ont sans doute une réelle capacité d'expansion, mais cela relève essentiellement de l'amplification du processus de désalarisation à une fraction plus importante des migrants internationaux.

Enfin, l'un des résultats importants de ces analyses concerne la fragilité du caractère « définitif » des réinstallations, surtout parmi les migrants qui se sont réinsérés comme salariés dans les économies

locales, même si leur retour date de plusieurs années. Une grande partie des ex-migrants pourrait émigrer de nouveau si se présentait l'opportunité, du fait du niveau relativement faible des salaires. Le fait de s'être reconverti en non salarié ne garantit pas, comme on aurait pu le supposer, une stabilité, car près d'un tiers de cette sous population ne paraît pas satisfaite de sa situation, malgré qu'elle ait pu améliorer dans la majeure partie des cas, une situation plus difficile comme salarié. Il est fort probable qu'une dégradation prolongée des revenus des salariés produirait de nouvelles émigrations qui s'ajouteraient aux courants des primo migrants, facilitées de plus par des indices très élevés de reproduction de l'émigration entre les générations. En effet, on observe une émigration vers les Etats-Unis nettement plus élevée entre les enfants des ex-migrants qu'entre les enfants des non migrants. Même si les durées totales de séjour dans le pays voisin paraissent stables au cours du temps, autour de 5 ans pour les hommes et 4 ans pour les femmes, il est très probable que le nombre d'allers-retours entre les 2 pays durant le cycle migratoire se soit fortement réduit depuis le milieu des années 90 pour la grande majorité des migrants, du fait de l'accroissement des risques du passage clandestin de la frontière. En ce sens, l'accroissement des risques, et la perspective de séjours continus de plus longue durée dans le pays voisin, favorisent l'émigration de jeunes adultes au détriment d'individus mariés, situation a priori plus favorable à l'accroissement des capacités d'investissements des transferts monétaires.

BIBLIOGRAPHIE

ARROYO, Jesús, DE LEON A., Adrian y VALENZUELA, Basilia (1991). *Migración rural hacia Estados Unidos. Un estudio regional en Jalisco*, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, México.

DELGADO WISE, Raul y RODRIGUEZ RAMIREZ, Hector, (1999) “Perspectivas regionales ante las nuevas tendencias de la migración internacional. El caso de Zacatecas”, mimeo, Universidad Autónoma de Zacatecas, Zac

EMIF (Encuesta Migrantes a la Frontera), COLEF (Colegio de la Frontera Norte) (1993)

ESCOBAR LATAPI, Agustin and DE LA O MARTINEZ, M.(1991) “Small-scale industry and international migration en Guadalajara, Mexico” in DIAZ-BRIQUETS and WEINTRAUB (comps) : *Impact of migration on sending countries*. Westview

INEGI, (2000), XII *Censo General de Población y Vivienda*, CONTAR-2000.

INEGI, (2000), Encuesta Nacional del Ingreso y Gasto de los Hogares, (ENIGH 2000)

INEGI, (1996), Encuesta Nacional del Ingreso y Gasto de los Hogares, (ENIGH 1996)

INEGI, (1997), Encuesta nacional de la dinámica demográfica, (ENADID 1997)

MASSEY, Douglas y PARRADO.Emilio (1997), “migración y pequeña empresa”, *Ciudades*, 35 : 34-40, RNIU, Puebla, México

OROZCO, M (2000), “Remittances and markets : new players and practices”, working paper, Inter.-american dialogue and The Tomas Rivera Institute

PAPAIL, Jean, ARROYO ALEJANDRE Jesus, (1996). *Migración mexicana a Estados Unidos y desarrollo regional en Jalisco*. Universidad de Guadalajara.

PESCADOR OSUNA J.A , (1998). “México-Estados Unidos : el impacto de las remesas”, *Nexos*, México